

► **GARAS - contacts / soutien :**



**POUR NOUS CONTACTER OU NOUS SOUTENIR :**

Nous sommes preneurs de toute contribution à notre feuille arrivant soit à notre boîte postale, soit à notre boîte électronique, avec si possible des articles ne dépassant pas quatre pages maximum. Si un article nous posait problème, nous en informerions l'auteur afin d'en discuter, et signalerions l'article non publié dans notre numéro avec les raisons de notre décision.

**Adresse fédérale / GARAS 37 :**

- par la poste : STSET BP 31303 37013 TOURS CEDEX 1 (ne pas mentionner « GARAS » dans l'adresse)
- par e-mail (adresse fédérale) : [garas@altern.org](mailto:garas@altern.org)
- par e-mail (Garas 37) : [garas\\_tours@hotmail.com](mailto:garas_tours@hotmail.com)

**GARAS 44 :**

- par la poste : écrire à l'adresse fédérale
- par e-mail : [garas\\_44@no-log.org](mailto:garas_44@no-log.org)

**Marseille :**

- par la poste : écrire à l'adresse fédérale
- par e-mail : [garas\\_marseille@no-log.org](mailto:garas_marseille@no-log.org)

**GARAS 34 (Hérault) :**

- par la poste : écrire à l'adresse fédérale
- par e-mail : [garas\\_34@no-log.org](mailto:garas_34@no-log.org)

**Le Mans :**

- par la poste : GARAS c/o Sarthe Libertaire Maison des associations - salle n°10, 4 rue d'Arcole 72 000 LE MANS
- « L'association Sarthe Libertaire est totalement indépendante du GARAS. Il n'existe aucune confusion des organisations ni des militants entre S.L. et le GARAS. Elle l'autorise à utiliser son adresse postale au nom de la solidarité et de l'entraide entre libertaires. »

► **Pour vous abonner à la Lettre de Liaison du Garas**



Écrivez à: STSET BP 31303 37013 TOURS cedex 1 (ne pas mentionner « GARAS » dans l'adresse)

**Abonnement :** 7 euros pour 4 numéros. Abonnements de soutien bienvenus, mais si vous avez des problèmes de thunes, n'hésitez pas à nous contacter : l'argent ne doit pas être un obstacle. Chèques libellés à l'ordre du SUFA, n° CCP : 802 16 A NANTES.  
Si vous désirez recevoir trois numéros gratuits de la *Lettre de Liaison* pour vous faire une idée, il suffit de nous le demander par courrier postal ou électronique.

... les décisions. Nous pouvons évidemment choisir des camarades pour porter nos revendications et répercuter nos choix (encore que l'idéal est de négocier en présence de tout le monde), mais ceux-ci doivent forcément soumettre à l'approbation générale les propositions patronales. Comme agir sans réfléchir ne nous mènerait pas bien loin, nous désirons partager les réflexions, les connaissances, les savoir-faire, ainsi que les expériences de lutte et les pratiques syndicales. La lettre de liaison est un outil pour favoriser cela et échanger sur l'actualité économique, syndicale et politique, comme sur la vie quotidienne et pratique entre personnes de même condition, de même classe. A terme, nous mettrons en place une confédération anarchosyndicaliste sur des bases claires : c'est la raison pour laquelle nous souhaitons débattre au préalable et exposer nos positions à tous ceux qui sont intéressés. Cette création pourrait se faire relativement rapidement au vu des avantages à bénéficier d'un statut légal (statut juridique reconnu d'un syndicat, droits automatiques dans le secteur public comme celui d'afficher, démarches diverses). Il ne s'agira évidemment pas d'utiliser cette dénomination pour faire croire que nous serions une confédération développée et massive.

Nous espérons vous avoir donné une idée de ce que nous sommes et désirons faire. Ce texte, comme notre groupement, pourra évoluer au fur et à mesure des contributions, puisque nous n'en sommes qu'au début de notre projet : avis aux amateurs. En dernières précisions, il est clair que nous ne nous posons pas en avant-garde d'un quelconque mouvement, et encore moins de notre classe, même si nous défendons certains points de vue avec force car nous sommes contre le consensus mou et le politiquement correct.

■ *Adopté par le GARAS Actualisé le 4 novembre 2007*

**Site internet**

Retrouvez la Lettre de Liaison, et d'autres publications du Garas à télécharger ou consulter sur le site internet fédéral et local du garas :

<http://garas.over-blog.org>



# LA LETTRE DE LIAISON

N°21 début 2008

Parution quadrimestrielle du GARAS  
Groupement d'Action et de Réflexion AnarchoSyndicaliste

1€

**RÉFORMES : CE SALAUD DE PEUPLE RESISTE !  
LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE...**

Blablabla... réformes pour lesquelles Nicolas Sarkozy a été élu... blablabla ... L'in vraisemblable galère pour des millions d'usagers... malgré une grève **très impopulaire**... blablabla ... usagers **pris en otages**... salaire du président augmenté de 140% ... une réforme pourtant **indispensable**... volonté claire du gouvernement... blablabla ... privilèges... facs bloquées par une **poignée de gauchistes** dont certains ne sont même pas étudiants... blablabla... Coût phénoménal de la grève... Travailler plus pour gagner plus... Warf Warf !



**AU SOMMAIRE**

- **Génétique de l'agressivité ou agressivité de la génétique ?**
- **Point sur l'évolution du GARAS**
- **Téléphone portable et écoutes téléphoniques...**
- **Lutte pour les retraites**
- **Conditionnement médiatique & désinformation**

**...HEUREUSEMENT, L'INFORMATION N'A PAS DE CAMP**

# SOMMAIRE



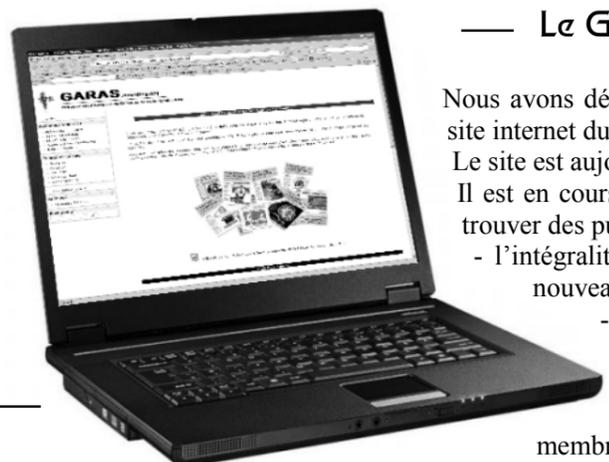
- Informations aux lecteurs.....	2
- Génétique de l'agressivité ou agressivité de la génétique ?.....	3 à 7
- Point sur l'évolution du GARAS.....	8 & 9
- Sur portables d'écoutes.....	10 & 11
- Tract du GARAS diffusé pendant la lutte des retraites.....	12 & 13
- Conditionnement médiatique et désinformation.....	14 à 17
- La meilleure des polices.....	18
- Présentation du Garas / infos pratiques.....	18 à 20

La Lettre de Liaison (rédaction des articles, maquettage, photocopie, envois, ...) est réalisée sur le temps libre des adhérents du GARAS et à titre militant. Certains articles (signalés) ont été pris par-ci par-là ainsi que la plupart des illustrations. Ce numéro a été maqueté et photocopié à Tours.

## Informations aux lecteurs



### Le G.A.R.A.S. se dote d'un site internet



Nous avons décidé lors des dernières rencontres de mettre en place un site internet du Garas.

Le site est aujourd'hui en ligne. Il est en cours de construction, mais vous pouvez d'ores et déjà y retrouver des publications à télécharger :

- l'intégralité des numéros déjà parus de la Lettre de Liaison, (les nouveaux seront mis en ligne au fur et à mesure de leur sortie),
- divers textes fédéraux (notre texte d'orientation, une présentation de l'anarchosyndicalisme, etc.)

Des rubriques locales, permettent aux groupes et membres du Garas de s'exprimer (actuellement, ces rubriques sont encore peu ou pas fournies, mais elles le seront avec le temps). Il en va de même pour les rubriques fédérales, qui s'enrichiront progressivement.

Ce site internet est consultable à l'adresse suivante : <http://garas.over-blog.org>

... bonne lecture !

### La Lettre de Liaison devient "quadrimestrielle"

Lors de ces dernières rencontres, nous avons également modifié la fréquence de parution de la Lettre de Liaison, afin de pouvoir consacrer plus de temps à nos activités de terrain. De quatre numéros par an, elle passe à trois par an. Pour les abonnés, cela ne change rien (ou presque) puisque l'abonnement se fait à quatre numéros : ils recevront donc le nombre de Lettre de Liaison prévu, mais sur un an et quatre mois au lieu d'un an. Chaque année, la parution se fera aux dates suivantes :

- 1er numéro de l'année : début février
- 2ème numéro de l'année : fin juin
- 3ème numéro de l'année : début novembre



dans ces différents syndicats. Cette possibilité est laissée aux adhérents qui se posent des questions sur leur appartenance syndicale.

### Pourquoi créer un groupement anarchosyndicaliste ?

Nous avons fait le constat qu'aujourd'hui aucun groupe essayant de mettre en œuvre une pratique syndicale efficace en rupture avec le capitalisme n'arrive réellement à ses fins. Voici quelques exemples de ce qui motive notre constat, que nous détaillerons sûrement au fil des numéros de notre feuille de liaison :

- Problèmes de cohérence entre les objectifs affichés et les pratiques mises en œuvre
- Bureaucratismes rampants et transformation en machines électrolaires d'organisations syndicales se disant parfois révolutionnaires, anarchosyndicalistes, ou s'affichant simplement de lutte
- Volonté de guider les travailleurs au lieu d'appuyer les luttes en y participant.
- Consensus de ces mêmes organisations avec la pensée dominante qui ne leur permet pas d'être en accord avec les actions de grèves dures contre le patronat, notamment à cause du refus de clairement identifier les patrons, les politiciens, et les cadres dirigeants comme des ennemis de classe qui nous imposent leurs lois et leurs ordres en permanence.
- Ajoutons à cela qu'un certain gauchisme leur fait parfois préférer les actions symboliques et spectaculaires à l'action concrète (faire une grande manif lorsqu'il faudrait occuper ou paralyser son lieu de travail, se jeter sur la première proposition d'action relayée par les grosses centrales syndicales et les partis de gauche, par exemples).
- Ce que nous venons de citer limite, entrave, et nuit aux luttes auxquelles nous participons : ce sont des obstacles réels aux travailleurs et précaires défendant leurs intérêts, y compris de nombreux syndiqués de ces organisations.
- D'une manière générale, il n'y a pas assez de personnes qui entrent en lutte sur des bases radicales pour mettre en œuvre une résistance efficace. Si un certain nombre de travailleurs, chômeurs et étudiants sont responsables de cette situation, les organisations syndicales actuelles n'arrivent pas à inverser la tendance au désengagement, et pire, elles y contribuent par leurs magouilles et manipulations incessantes.

En bref, de nombreux problèmes se posent aux révolutionnaires sincères qui veulent agir au niveau syndical et promouvoir l'auto-organisation des luttes. Selon nous cette auto-organisation des luttes doit s'ac-

compagner d'une action développant l'idée de la nécessité d'un changement de société sur des bases communistes<sup>(1)</sup> libertaires claires, que ce soit lors de la lutte ou tout au long de notre action quotidienne (cependant, cela n'implique pas que chaque tract parle systématiquement d'idéologie, ce serait même assez maladroit). Nous n'opérons donc pas de division entre l'action politique et l'action syndicale, puisque dans la réalité cette division n'existe pas : les pouvoirs politique et économique sont liés, l'économique conditionnant très fortement le politique. Plus concrètement, nous avons hélas constatés que, dans leur propre fonctionnement, aucune organisation anarchosyndicaliste n'arrive à traiter correctement les problèmes du pouvoir et du sexisme (et cela est également vrai pour les organisations politiques, d'après ce que nous en savons et les échos que nous en avons). Il semblerait que seuls des individus posent le problème sérieusement par écrit en essayant d'analyser et de dénoncer les manifestations de notre culture de domination/soumission. Quant aux organisations syndicales bureaucratiques où certains peuvent avoir choisi de militer, les relations dominants/dominés ne sont plus à démontrer. La culture de la passivité face à l'autorité présente dans ces organisations syndicales se retrouve dans les mouvements de lutte, et il ne faut donc pas s'étonner de la rareté des mouvements actifs ou de la perte des luttes à l'heure actuelle, sur les 35H (version gauche plurielle comme version UMP) ou les retraites par exemples, même si ce n'est pas la seule raison. Même si nous savons que nous ne sommes pas à l'abri de tomber dans certaines dérives, nous voulons partir sur des bases saines en restant vigilants sur nos comportements, et surtout laisser l'espace pour poser les problèmes.

### Que voulons-nous ?

Le G.A.R.A.S. est un regroupement pour se défendre aujourd'hui contre nos employeurs et les politiciens de tout poil, un lieu où on se serre les coudes. Il existe également dans le but de contribuer à la mise en place d'une autre organisation sociale en mettant en pratique les idées qui nous animent.

Nous sommes pour un mode d'action directe, (l'occupation, la paralysie de son lieu de travail, faire la grève sur le tas, les pannes d'informatique, l'accident technique causant une panne générale, l'électricité qui disjoncte par intermittence, d'une manière générale, lutter contre les cadences par le freinage de la production...). L'auto-organisation des luttes et l'action directe signifient qu'il n'y a pas de représentants qui décident à notre place, et que nous nous regroupons pour prendre

(1) Le communisme - qu'il ne faut pas réduire aux partis communistes et ce qu'ils sont pu faire ou font à travers le monde - est un projet de société qui a pour but de mettre en commun les moyens de production, afin de permettre une répartition égalitaire des fruits du travail, au lieu du vol permanent qui existe à l'heure actuelle (cela passe donc par l'abolition des classes sociales et du salariat, afin de pouvoir produire en fonction de nos besoins, pas du profit de quelques-uns). Pour arriver au communisme, les marxistes prétendent qu'un parti doit prendre le pouvoir d'Etat et mettre en place une dictature qu'ils osent qualifier « du prolétariat ». En URSS, et partout où cette méthode a été mise en pratique, on n'est jamais arrivé au communisme ainsi : jamais les classes sociales n'ont été abolies ; au contraire, une nouvelle bourgeoisie s'est formée et a dirigé ce qui s'appelle un capitalisme d'Etat. D'autres révolutionnaires pensent que le communisme doit être mis en place immédiatement pendant la révolution, directement par tous ceux qui sont aujourd'hui dominés et exploités dans cette société. Les communistes libertaires pensent effectivement que nous devons mettre en place nous-mêmes l'organisation de la société qui nous convient. Cela suppose au préalable, non pas la constitution d'un parti d'avant-garde, mais un réel processus d'organisation des dominés dans des structures révolutionnaires cohérentes et massives.



tout ce qu'on te laisse, tout ce qu'on tue en toi,  
 tout se ce qu'on te mâche, tout ce qu'on te crache,  
 tout ce que tu bectes pour garder le goût; de moisir  
 A crédit dans un putain de trou.  
 tout ce que tu bectes pour garder le goût; de moisir  
 A crédit dans un putain de trou.  
 (tout ce que tu bectes pour garder le goût; de moisir  
 A crédit dans un putain de trou.)

La meilleure des polices c'est ton taf, ta télé,  
 Tes crédits, tes anxiolytiques; neuroleptiques,  
 Antidépresseurs. Et tout ce que tu prends  
 Pour pleurer moins fort la nuit.  
 La meilleure des polices, c'est tes sourires forcés,  
 C'est tes retenues sur salaire et le découvert  
 Avant la fin de la semaine. C'est la peur de faire  
 Un pas, puis deux, puis trois; parce qu'enfant  
 On t'as dit que t'étais une merde et que t'as fini  
 Par le croire.

La meilleure des polices, c'est tout ce qui te fait  
 Marcher droit avec ton propre consentement,  
 sans jamais  
 Oser montrer les crocs quand bien même on te  
 propose  
 De t'enculer.  
 La meilleure des polices c'est quand les pau-  
 vres savent  
 Rester à leur place sans besoin de les matra-  
 quer,  
 de leurs coudre la mâchoire, de les mettre au  
 cachot.  
 La meilleure des polices, c'est ce qu'on t'ap-  
 prends au berceau.



■ Chanson du groupe de rap **La Rumeur**  
 Texte transmis par une sympathisante du GARAS

La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme  
 Double ,triple, trouble, incolore, informe.  
 Elle s'immisce en tout. Se mêle de tout.  
 Se ressent partout. Central, sans bruit.  
 Sans rien d'écrit, sans aucun parfum  
 De la moindre gâchette. Parfois même avec  
 Des talents de poète.

La meilleure des polices demeure inégalable  
 Dans l'art de tous nous mettre à table.  
 Tous en place, tous remis en cage, doux, sage,  
 Sans effusions ni rages. Aucun usage  
 D'aucune trique, d'aucun bracelet  
 A serrure métallique.

La meilleure des polices n'extorque pas  
 De renseignements. Elle ne gâche pas son temps  
 Des heures durant au fond d'un poste puant,  
 A faire couler le sang du dernier chlag,  
 échoué en cellule de dégrisement.

La meilleure des polices chasse sur les terres  
 Du paradis sur terre qu'elle vend clé en main,  
 Ou connaît le moyen de te procurer l'envie de  
 Rien, la peur de tout, l'effroi de la joie  
 L'angoisse du chagrin.

La meilleure des polices c'est, tout ce qu'on te prends,

## PRESENTATION DU GROUPEMENT D'ACTION ET DE REFLEXION ANARCHOSYNDICALISTE

### Qui sommes-nous ?

Comme notre nom l'indique, nous ne sommes pas une organisation syndicale, mais un regroupement d'individus se constituant en groupes dès que possible, et qui s'organisent sur la base du fédéralisme libertaire (ce qui n'empêche pas de poser localement des statuts syndicaux en mairie). Le fédéralisme se traduit concrètement par l'organisation de rencontres des adhérents et groupes du G.A.R.A.S., lors desquelles les décisions

concernant l'organisation et les orientations de notre groupement sont prises. Nous fonctionnons en démocratie directe, c'est à dire qu'il n'y a pas de représentants, de chef ou de bureau, qui prennent des décisions au nom des autres ou qui donnent des consignes : chacun peut proposer des idées et les voter. Les décisions qui sont votées sont ensuite à respecter par tout le monde, et chacun garde la liberté de les remettre en question lors d'autres rencontres. Certains d'entre nous peuvent faire partie d'une organisation syndicale, à condition que ces personnes ne soient pas élues du personnel, et n'occupent aucune fonction décisionnelle

## GÉNÉTIQUE de L'AGRESSIVITÉ ou AGRESSIVITÉ de la GÉNÉTIQUE ?



Du Collectif «La génétique est mythée» genemythee@no-log.org / 2007-11-21

Paru dans « Archipel » n°154, novembre 2007

### Une question scientifique, ou politique ?

*«Je crois comprendre qu'il pense que le mal existe comme une entité séparée, claire, métaphysique, objectivable, à la manière d'une tumeur, sans aucune relation avec le social, la société, la politique, les conditions historiques. Je le questionne pour vérifier mon intuition: de fait, il pense que nous naissons bons ou mauvais et que, quoi qu'il arrive, quoi qu'on fasse, tout est déjà réglé par la nature.»* Michel Onfray, philosophe, à propos de son entretien avec M. Sarkozy en mars 2007.

Malgré l'abondance de la remise en cause de l'importance du déterminisme génétique, pourquoi certains scientifiques et politiciens continuent-ils, à grands renforts médiatiques, à faire croire à l'existence de gènes de la fidélité, de l'homosexualité, de l'agressivité chez les Noirs ou du suicide chez les jeunes, ainsi qu'à promouvoir des recherches dans ce sens?

L'importance que l'on accorde aux gènes ou à l'environnement n'est pas tant une question scientifique que politique. Elle implique avant tout une vision du type de société dans lequel on entend vivre. Poser l'importance du contexte environnemental, c'est concevoir qu'on ne naît ni bon, ni mauvais, que chaque individu peut évoluer si on lui en donne les moyens. C'est partir du principe que les êtres humains sont avant tout le reflet de la société dans laquelle ils vivent et que l'on peut à tout moment débattre collectivement de ce type de société et le faire évoluer en fonction de ce qui pourra être épanouissant pour chacun-e.

**I**l y a deux ans, un institut de santé publique (l'INSERM) établissait une soi-disant étude appelée «Troubles des conduites chez les enfants de trois ans» visant à faire croire que des signes de délinquance à venir peuvent être repérés et traités dès cet âge. En 2006, N. Sarkozy déclarait à l'Assemblée Nationale que «les mineurs de 1945 n'ont rien à voir avec les géants noirs des banlieues d'aujourd'hui», lançait la construction de prisons pour mineurs et laissait entendre qu'une partie de la population, jugée fondamentalement mauvaise, ne méritait rien d'autre que d'être passée au kärcher. En mars 2007, il affirmait que l'on peut naître selon lui «pédophile» ou «suicidaire».

Ces différentes études et déclarations convergent vers l'idée que nos comportements seraient déterminés, codés par nos gènes (ou notre couleur de peau), ancrés en nous de manière définitive. L'éducation, la société, la culture, les discriminations n'y seraient pour rien ou si peu...

Dans une société obsédée par la «sécurité» et la «délinquance», nourrie médiatiquement par la peur des jeunes, des terroristes, des pauvres, des étrangers, on cherche à définir des rapports entre les gènes et des comportements considérés comme déviants («troubles», «nervosité», «rébellion», «agressivité»...). Il s'agit d'identifier des personnes «malades de naissance» qu'il faudrait éduquer différemment, soigner, enfermer, contrôler, diriger vers des institutions spécialisées au plus tôt.

...

Au contraire, dans l'histoire des idées, le déterminisme (ici déterminisme génétique) a généralement permis de justifier un ordre établi. Il a plus d'intérêt en tant que moyen de cautionner un état de fait et les stéréotypes qui l'accompagnent qu'en tant que moyen de modifier le monde.

### Inné et acquis

Pourquoi d'un point de vue politique, la conception du monde selon laquelle «l'inné» (les gènes) prédomine sur «l'acquis» (l'expérience) présente-elle de nombreux avantages pour les pouvoirs en place?

Cette conception minimise la responsabilité de l'Etat et de l'organisation sociale dans les souffrances de la population. Affirmer la prédominance génétique de telle ou telle pathologie, c'est faire passer à l'arrière-plan le contexte social et environnemental. C'est couper l'herbe sous le pied de tous les individus et toutes les organisations politiques qui considèrent l'actuel système social comme la principale cause des souffrances psychiques, des maladies, des suicides et de la misère sociale.

La fatalité du chromosome qui se substitue à la condition humaine et à son contexte, quoi de plus pratique en réalité pour une société qui ne sait plus comment traiter ses propres vices: ses inégalités sociales, son absence de perspectives en dehors de la consommation et du petit écran, son exploitation des 3/4 de la population mondiale pour la prospérité d'une minorité d'Occidentaux, ses ghettos et son rejet des étrangers... Nous voilà d'un coup de baguette magique déchargés d'inutiles remises en question et de dérangeantes introspections.

### Justifier les discriminations par la «Nature»

Plus profondément, cette idéologie donne ainsi un pseudo sens moral et «naturel» à certaines formes de discriminations «sociales». Certains seraient fait-e-s pour commander, d'autres pour être guidé-e-s, certain-e-s pour être ri-

ches, d'autres pour vivre dans des HLM...

Pour ceux qui accordent un rôle primordial au déterminisme biologique, la Nature, équivalent à un dieu bienveillant, donnerait un rôle à chacun qu'il s'agirait de suivre. Des tenants du darwinisme social, en passant par les eugénistes nazis jusqu'aux néo-conservateurs d'aujourd'hui, la Nature ordonne de se mettre au service de son mari, des Blancs ou d'accepter que les échanges économiques reposent sur la loi du plus fort...

En réalité, le discours d'une Nature intelligente dont il faudrait suivre les ordres a toujours servi d'argument à ceux qui voulaient entretenir leurs privilèges.

Les luttes pour les droits des femmes ou contre la colonisation et les mouvements ouvriers ont heureusement prouvé que la Nature ne prévoyait pas que les dominés demeurent soumis aux normes qu'on tentait de leur imposer.



### L'INSERM, Les politiques de «prévention de la délinquance» et la génétique

L'INSERM c'est l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, un organisme public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche.

En novembre 2005, le «rapport Bénisti», remis par le député UMP du même nom à l'Assemblée nationale, abondait dans ce sens. Basé sur une étude de l'INSERM, il prédefini notamment les stigmates de la «délinquance» en fonction du comportement des enfants, dès l'âge de trois ans. Les origines étrangères y étaient présentées comme des circonstances aggravantes. Ce rapport provoqua un certain tollé, notamment chez les médecins et travailleurs sociaux lors de sa publication, jusqu'à entraîner des excuses publiques de l'INSERM.

Pourtant, deux ans plus tard, la nouvelle loi sur la «prévention de la délinquance» concrétise l'essentiel de ce projet. Votée en mars 2007, cette loi multiplie les outils de fichage des comportements jugés «déviants». Les agents sociaux (assistantes sociales, éducateurs...) sont désormais incités à jouer le rôle d'informateurs auprès des forces de police. Des fichiers municipaux rassemblant les personnes présentant des «difficultés» sociales, éducatives, psychiatriques et financières sont créés, consultables par les autorités. Les établissements scolaires sont également mis à contribution.

L'INSERM a récidivé cette année dans les lycées de Champagne-Ardenne où il a mené une enquête chez 4000 élèves sur le lien entre les gènes et consommation de stupéfiants avec un prélèvement ADN à la clé.

## Désinformation et répression des luttes : un exemple à Nantes

### Un grave incident s'est produit à Nantes lors d'une manifestation d'étudiants.

Le mardi 27 novembre, des étudiants pénètrent "pacifiquement" dans l'enceinte du rectorat. Mise à part la dépose d'une grille, aucune dégradation n'est constatée. Vers 18h00, alors que, face aux forces de l'ordre, les étudiants refluent, des policiers de la BAC, en civil, s'avancent au devant des manifestants et se mettent à tirer au flashball, en tir tendu, en direction des visages des premiers rangs, qui se situent entre 5 et 7 mètres. Bilan, 3 blessés, dont un grave, qui sont évacués par les pompiers et conduits au CHU, et au moins 4 interpellations (peut-être 10). Vers 19h00, aucune violence n'est constatée de la part des manifestants, qui réclament la libération des manifestants devant le commissariat central. Mais, à 19h40, France 3 relaye l'information selon laquelle il y a 7 blessés parmi les forces de l'ordre. Les techniques de com', de "communication" (au sens d'habillage partiel et intéressé des faits et de leur détournement), sont bien rodées, comme on le voit. Dans le même ordre de manipulation, un courriel (daté du jeudi 29 nov.) des parents du blessé hospitalisé, (dont l'état reste « réservé »), courriel largement diffusé sur Nantes, nous informe de la chose suivante :

« Précision : Après que la préfecture ait fait état à la presse d'informations plutôt rassurantes « recueillies auprès du CHU », le chef de clinique ophtalmologie nous a téléphoné ce midi pour assurer que ces informations ne peuvent provenir de son service, les

médecins étant assujettis au secret médical. »

Que les services des RG sont performants dans ce pays !

"Des choses qui n'existent pas", de Jean-Luc Porquet, « Canard Enchaîné » daté du 12 décembre.

AVEZ-VOUS entendu parler de Pierre ? C'est un lycéen de Nantes. Il a 17 ans. Voilà deux semaines, le mardi 27 novembre, il est allé manifester contre la réforme sarkozyste de l'université. Il se trouvait sur les pelouses du rectorat, avec un bon millier de manifestants, quand les CRS et les flics sont arrivés, et ont chargé. Brutalement. En tirant au Flash-ball. Pierre a reçu une balle dans l'œil. Transporté en urgence à l'hôpital. Dès le lendemain, le préfet se sentait en mesure d'affirmer aux journalistes que le diagnostic était « plutôt rassurant ». Ce préfet est formidable. Il est plus rapide que les médecins du CHU. Lesquels, deux jours plus tard, estimaient le pronostic « incertain » et relevaient un « potentiel de risque de perte complète de la fonction visuelle » : « Des complications peuvent survenir (détachement de la rétine, glaucome post-traumatique). » A l'heure qu'il est, Pierre est sorti de l'hôpital. Il a 23 jours d'ITT. Et le pronostic est toujours incertain.



### [ BREVE ]

#### REPULSIF

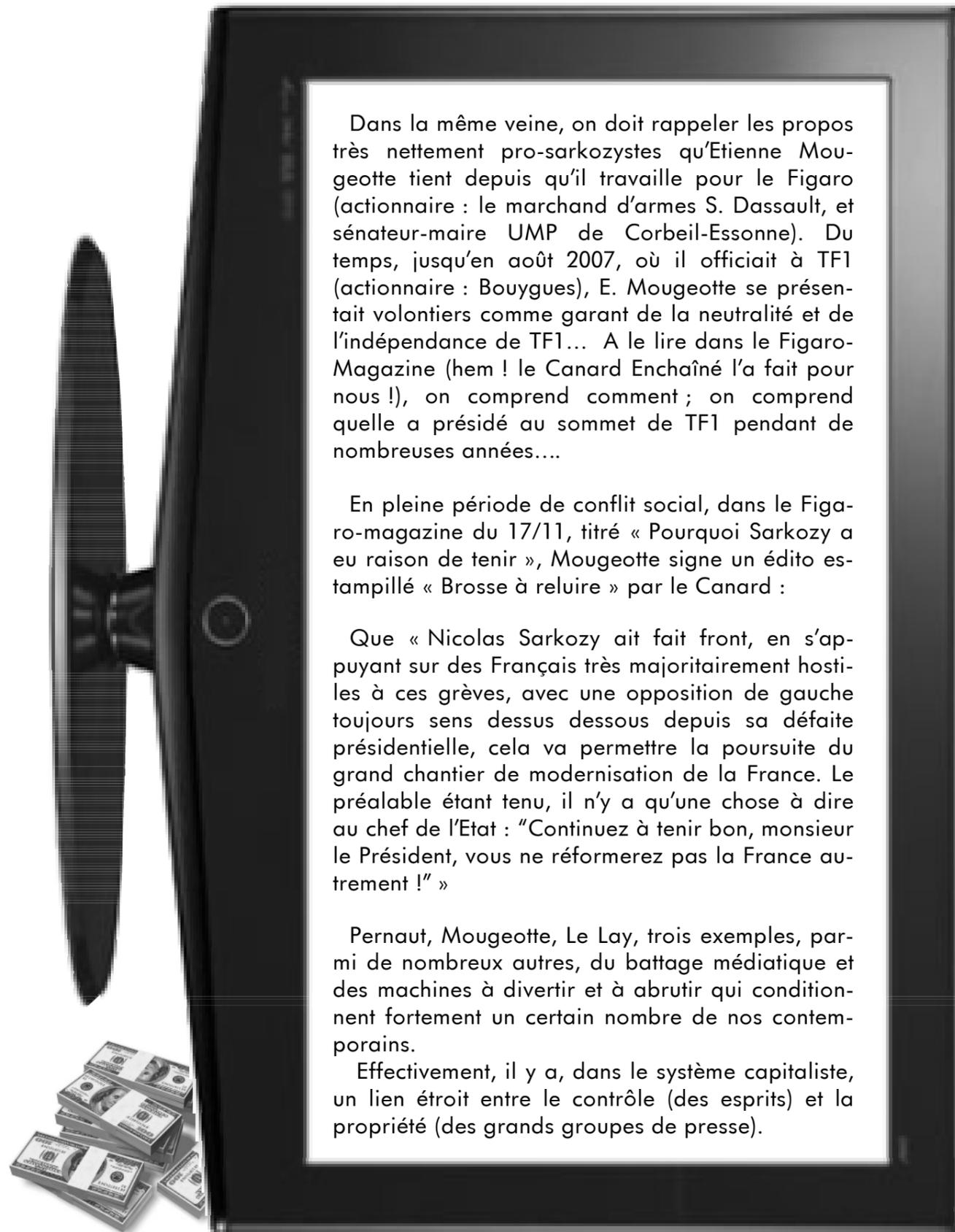
C'est bien connu, les SDF sont une gêne pour la vue et chacun peut constater que tous les endroits publics où ils peuvent s'abriter, ou dormir, ou se réunir sont "aménagés" pour les contraindre à aller ailleurs. Chacun sait aussi que les SDF font la manche auprès des magasins, bureaux de poste, etc. pour glaner quelques pièces ou nourritures et avoir quelque socialisation. Comme pour les chiens ou les chats, la municipalité d'Ar-

genteuil (ce n'est pourtant pas le centre de Paris vitrine réservée aux touristes) expérimente un répulsif malodorant pour SDF qui a été fourni à titre d'essai à un centre commercial de la ville. Mieux que les vigiles et moins cher. A quand la généralisation couplée avec les caméras de surveillance?

■ « Dans le monde une classe en lutte », octobre 2007.

<http://www.mondialisme.org>





Dans la même veine, on doit rappeler les propos très nettement pro-sarkozystes qu'Étienne Mougeotte tient depuis qu'il travaille pour le Figaro (actionnaire : le marchand d'armes S. Dassault, et sénateur-maire UMP de Corbeil-Essonnes). Du temps, jusqu'en août 2007, où il officiait à TF1 (actionnaire : Bouygues), E. Mougeotte se présentait volontiers comme garant de la neutralité et de l'indépendance de TF1... A le lire dans le Figaro-Magazine (hem ! le Canard Enchaîné l'a fait pour nous !), on comprend comment ; on comprend quelle a présidé au sommet de TF1 pendant de nombreuses années....

En pleine période de conflit social, dans le Figaro-magazine du 17/11, titré « Pourquoi Sarkozy a eu raison de tenir », Mougeotte signe un éditorial estampillé « Brosse à reluire » par le Canard :

Que « Nicolas Sarkozy ait fait front, en s'appuyant sur des Français très majoritairement hostiles à ces grèves, avec une opposition de gauche toujours sans dessus dessous depuis sa défaite présidentielle, cela va permettre la poursuite du grand chantier de modernisation de la France. Le préalable étant tenu, il n'y a qu'une chose à dire au chef de l'État : "Continuez à tenir bon, monsieur le Président, vous ne reformerez pas la France autrement !" »

Pernaut, Mougeotte, Le Lay, trois exemples, parmi de nombreux autres, du battage médiatique et des machines à divertir et à abrutir qui conditionnent fortement un certain nombre de nos contemporains.

Effectivement, il y a, dans le système capitaliste, un lien étroit entre le contrôle (des esprits) et la propriété (des grands groupes de presse).

### Encourager les logiques répressives et carcérales

Cette conception du monde encourage les logiques répressives et carcérales. Si certains individus sont intrinsèquement agressifs ou pédophiles, ils sont incurables. Plutôt que de changer les rapports sociaux, il ne reste qu'à les repérer, les enfermer ou les « neutraliser » socialement par la camisole physique ou chimique. Cela permet de remplacer les expériences éducatives par des prisons pour mineurs et les pions par des caméras de vidéosurveillance, d'établir des quartiers entourés de barrières et de vigiles pour protéger les riches des pauvres aux gènes « mauvais ».

La logique du déterminisme génétique poussée à son extrémité peut faire renaître des formes d'eugénisme. L'eugénisme, c'est définir ce que serait un « bon » être humain dans une société réservée aux « valides » et justifier d'éliminer avant la naissance ceux qui auraient des gènes comportementaux considérés comme « handicapés ».

### Encourager une société gérée par des machines

La promotion du déterminisme génétique nous familiarise avec un certain discours, certains mots, une certaine vision des êtres humains. Dans une société automatisée et gérée par des machines, la génétique participe à légitimer un rapport mathématique et binaire au monde. Face à des machines, la complexité des relations sociales disparaît, il n'y a plus possibilité de dialoguer, de négocier, de s'adapter au contexte et aux situations, « d'empathir ».

La promotion de la génétique comme une science exacte, rigoureuse, positive aide à faire accepter une société basée sur des outils de contrôle qui utilisent la génétique et plus généralement les outils qui caractérisent, sélectionnent, différencient les êtres humains en fonction des seules différences biologiques et corporelles.

C'est le cas du fichage ADN, de machines de reconnaissance biométrique qui se multiplient dans les lycées ou les lieux de travail, des nouveaux passeports, des projets de puces informatiques implantées sous la peau pour suivre nos déplacements... A l'inverse, l'énorme propagande faite autour des enquêtes de police à base d'ADN



aide à faire admettre petit à petit la génétique comme une science sur laquelle se reposer.

### Créer une grille de valeur réductrice des comportements

Il y a plus de personnes qui volent pour survivre chez les pauvres, est-ce parce que ceux-ci ont des gènes différents ou parce que les situations désespérées, l'ennui, l'aliénation poussent à certaines formes de débrouille ? Est-ce que les pauvres sont génétiquement plus violents ou est-ce que les médias stigmatisent plus volontiers leur violence ? Pourquoi l'exploitation, l'accumulation de richesses, les magouilles financières et la cruauté punitive orchestrée quotidiennement par les classes dominantes n'apparaissent-elles jamais (ou presque) comme une violence, et surtout pas comme une tare génétique ? Peut-on réellement réduire la violence tant qu'on ne change pas les inégalités, le racisme, le sexisme, la compétition économique sur laquelle se base notre société ?

En fonction des contextes (sociaux, économiques, démographiques, et autres), certains comportements sont plus ou moins bien vus, plus ou moins utiles. On peut se poser la question de la valeur des comportements que l'on vise à attribuer aux gènes. L'agressivité, par exemple, est décriée chez les « jeunes des banlieues », et dans toute inscription dans un mouvement de contestation de l'ordre établi. Elle est par contre fortement valorisée par l'idéologie libérale en ce qui concerne les jeunes cadres blancs, poussés à se battre pour être les meilleurs sur le marché.

Les définitions de la déviance et de la violence englobent aujourd'hui quasiment toutes les

•••

réactions de refus vis-à-vis de l'ordre établi ou de survie face à la misère économique, affective et sociale. Dans le rapport sur la prévention de la délinquance de l'INSERM, «l'attrait pour la nouveauté», «une diminution du sentiment de peur» sont catalogués dans les facteurs de «Trouble Oppositionnel avec Provocation» poussant à la violence. On ne voit plus les «jeunes» qu'en terme de potentiel de nuisance, pour questionner s'ils sont délinquants ou non. On s'appête à créer un «enfant bulle» que l'on rêve inoffensif ou enfermé et médicamenté à la Ritaline s'il est trop actif. Des facteurs équivalents jugés nuisibles ne peuvent-ils pas en fonction de l'environnement et de l'analyse politique de la situation être ce qu'il y a de plus créatif? La capacité de prendre des risques, l'attrait pour la nouveauté ne sont-elles pas cruciales dans le développement d'une personnalité, d'un rapport autonome au monde?

### Qui la génétique intéresse-t-elle ?

La discrimination génétique présente par ailleurs un intérêt certain pour le système capitaliste.

### La généralisation du fichage ADN

«Les citoyens seraient mieux protégés si leurs données ADN étaient recueillies dès leur naissance.» Christian Estrosi remplaçant N. Sarkozy à une réunion européenne des ministres de l'Intérieur en 2007.

Début mai 2007, deux enfants de 8 et 11 ans étaient convoqués pour relever leurs empreintes génétiques. Motif? Avoir volé deux «Tamagotchi» et deux balles rebondissantes dans un hypermarché du Nord de la France. Suite à la protestation des parents et quelques articles dans la presse nationale, le procureur a finalement fait marche arrière.

Depuis mars 2003, la police réalise un prélèvement ADN des personnes présumées ou jugées coupables de presque toute action illégale, sans limite d'âge. Tag sur un panneau publicitaire, vol à l'étalage, fauchage d'un plant de maïs OGM, collage d'affiche, outrage au drapeau français... Les seuls délits écartés du fichage ADN sont ceux des riches et puissants: la corruption, les abus de biens sociaux. Avec la loi Sarkozy, le fichage génétique s'est démultiplié jusqu'à atteindre 330.000 personnes en 2006...

Des laboratoires en biotechnologies tentent cependant d'aller encore plus loin dans l'utilisation des gènes à des fins policières. Leurs recherches visent à déduire, d'un simple prélèvement ADN, un maximum d'informations sur son propriétaire: portrait-robot, groupe ethnique, maladies congénitales, séropositivité... C'est le cas de la firme états-unienne DNA Print Genomics, sollicitée par les polices du monde entier. Pour obtenir les échantillons d'ADN nécessaires à ses recherches, cette start-up effectue des campagnes de prélèvement génétique sur toute la planète. Elle sollicite notamment les clubs de généalogie, promettant à leurs membres de leur révéler leurs origines lointaines, en échange de leur ADN.

L'Express, 28/03/2007

Pour une compagnie d'assurance ou une entreprise, sélectionner ses clients ou ses employés en fonction de leurs prédispositions génétiques représenterait un nouveau critère de rentabilité.

Dès aujourd'hui, des discriminations génétiques se profilent par le biais des compagnies d'assurances ou des entreprises. En effet si on découvre qu'une personne a «un terrain génétique favorable à la maladie B32I, avec le risque de mourir dans un temps réparti entre 1 ans et 20 ans» alors que feront les assureurs, les patrons? «Désolé, mais on ne peut pas prendre le risque de vous assurer, de vous employer, vous comprenez bien, 20 ans, si c'était sûr, se serait encore envisageable, mais un an, non on ne peut pas!».

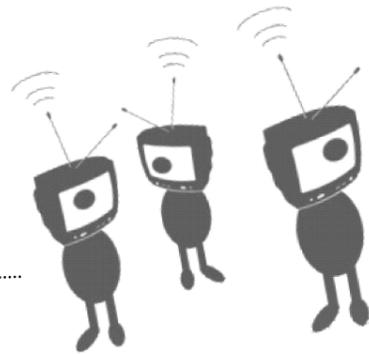
Dans une société ou de plus en plus de gens sont fichés génétiquement, que se passera-t-il si ces fichiers sont utilisés par des employeurs, des compagnies d'assurances, des propriétaires...? Qui peut garantir que dans dix ans, le gouvernement ne leur en donnera pas l'accès?

### Que faire face à l'idéologie génétique ?

Malgré la peur entretenue par les médias et



# Conditionnement médiatique et désinformation



## Pernaut et fort

Entre deux week-ends où il s'éclate au « Trophée Andros » au volant d'une voiture du conseil général des Alpes-Maritimes de l'UMP Christian Estrosi, Jean-Pierre Pernaut répond aux grévistes qui l'accusent de sarkozysme un peu trop voyant dans son jité de 13 heures.

Il faut dire que les exemples de son objectivité, glanés par « Le Monde » (25/11), forcent le respect. En vrac, le 12 novembre : « A partir de mercredi, une grève illimitée (...). Et, une nouvelle fois, ce sera aux usagers de se débrouiller pour aller travailler. » Le 13 novembre : « Plusieurs sondages confirment l'hostilité des usagers à cette grève et revendiquent la liberté de voyager (...). La mobilisation se heurte à la volonté de créer un système plus équitable de financement des retraites. C'était dans le programme de Nicolas Sarkozy et il a été élu en partie pour ça. » Le 14 : « 58% des Français sont favorables à une fermeté du gouvernement (...). La grève doit s'arrêter, tout de même, car des négociations s'ouvrent. » Le 15 : « Les usagers commencent à en avoir ras le bol. » Le 16 : « Malgré l'immense pagaille, sept syndicats ont demandé à leur base de poursuivre le grève. » Le 21 : « Cela devient fatigant pour tout le monde », etc. etc.

Du travail de pro ! Dont Pernaut n'est pas peu fier, comme il vient de le marteler sur Europe 1 (26/11) : « On n'a pas tapé sur les grèves, on fait notre travail. » Et même d'ajouter sans exploser de rire : « J'ai une opinion que je n'ai jamais fait apparaître. Si un jour elle venait à l'antenne, ça ferait mal ! » On tremble...

La collusion entre la sphère économique-financière et les groupes de presse et les grands médias est un aspect bien documenté et analysé dans la fabrique et le contrôle des opinions. On sait que, malgré les déficits budgétaires de nombreuses entreprises médiatiques, de grands industriels (marchands d'armes, souvent !) s'achètent de puissantes sphères d'influence par leur achat de télévisions ou de grands quotidiens. Cette influence massive prend diverses formes (uniformisation nette des points de vue, ceci conformément aux logiques publicitaires qui imposent des contenus similaires –mais suffisamment attrayants pour tel segment de clientèle – afin d'obtenir ces contrats publicitaires ; auto-censure massive en interne, connivences médiatico-industriales-politiques). Tout cela n'est donc plus vraiment à démontrer : comment en serait-il différent en système capitaliste ? Néanmoins, mettre au jour des propos révélateurs –surtout quand il sont tenus par les patrons de presse eux-mêmes –, c'est toujours édifiant et riche d'enseignement. Ce n'est donc pas inutile...

■ Un adhérent du G.A.R.A.S.

Nous reprenons un article récent paru dans le *Canard Enchaîné* (édition du 28 novembre 2007), qui lui-même reprend ses informations du *Monde* (25/11). Qui sait donc si, par un prochain ricochet, *Charlie-hebdo* lui-même ne va pas reprendre la *Lettre de Liaison* ???

politiciens, malgré l'envie de se soumettre pour l'illusion de plus de sécurité, il y a encore une résistance aux outils de surveillance et de contrôle, une méfiance vis-à-vis d'utilisations néfastes des sciences et nouvelles technologies, une volonté de protéger les libertés individuelles et publiques. Certains regroupements d'industriels le savent bien et n'hésitent pas à écrire dans leurs colloques privés qu'il va falloir proposer le plus possible d'applications récréatives ou orientées vers les enfants pour faire accepter ces outils à la population.

Le retour actuel de l'idéologie génétique, reflet d'une société pourrissante, devrait rappeler dans la mémoire collective certaines des heures les plus sombres du 20ème siècle : celles où l'on a pu arrêter et déporter des millions d'êtres humains parce qu'ils étaient « fichés » comme n'ayant pas la bonne « race » ou les bons comportements, celles où des eugénistes décidaient de stériliser de force les personnes de couleur ou les pauvres. Divers résistants de la Seconde guerre mondiale rappellent d'ailleurs aujourd'hui qu'ils ont pu agir et désobéir à l'époque parce que tout le monde n'était pas encore fiché parce que l'on ne pouvait pas encore contrôler à tout moment les faits et gestes des gens par des images vidéos, traces ADN, puces, machines biométriques<sup>1</sup>...

Il est aujourd'hui de notre devoir moral de désobéir aussi, pendant qu'il en est encore temps. Ne nous laissons pas avoir par la propagande génétique et refusons de collaborer aux outils de contrôle qu'elle génère. Il est possible de refuser de répondre aux enquêtes ou à la base-élève<sup>2</sup>, de refuser catégoriquement de donner son ADN<sup>3</sup> ou celui de ses enfants à la police ou à des organismes d'études, de faire pression sur les commanditaires des enquêtes ou ceux qui les autorisent (les

rectorats par exemple...), de refuser les lois et organismes qui voudront trier les enfants et leur affirmer qu'ils naissent bons ou mauvais, de développer des formes de solidarité et d'éducation qui vont à l'encontre des discriminations sociales... Parlons autour de nous, organisons-nous collectivement.

■ Collectif «La génétique est mythée»  
genemythee@no-log.org

Quelques sites internet permettent de se tenir informé des lois, des initiatives privées ou publiques qui vont dans ce sens :

[www.indymedia.org](http://www.indymedia.org)  
[www.pasde0deconduite.ras.eu.org](http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org)  
[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

(1) Voir Archipel No 148 d'avril 2007, «Le devoir de désobéissance»

(2) Expérimenté depuis 2004 et généralisé d'ici quelques mois, le fichier «base-élève» recense les enfants scolarisés, leurs «origines» géographiques, la langue parlée au domicile, leur culture d'origine, leurs résultats et difficultés scolaires, l'absentéisme, l'éventuel suivi médical, psychologique ou psychiatrique, ou encore la situation de la famille. Dans le contexte sécuritaire évoqué plus haut, ce fichier risque d'aller dans le sens de la discrimination des populations dès le plus jeune âge, en partant de l'école.

(3) Pour faire pression sur la Justice française, le refus en masse est une possibilité. La saturation des tribunaux s'envisage, en effet, avec seulement 10% de refus. Plusieurs organisations soutiennent cette démarche : les Faucheurs volontaires, la Ligue des Droits de l'Homme, la Confédération Nationale du Travail (CNT), la CGT, les Verts et le Syndicat de la magistrature.

## [ BREVE ]

« Il faut que l'État applique les méthodes que se sont appliquées les entreprises depuis vingt ou vingt-cinq ans en matière de gestion de leurs effectifs, de productivité et de modernisation de leurs rapports avec leurs clients, parce que les Français sont les clients de l'État. » Henri de Castries, le président du directoire de l'assureur Axa, plaide pour une modernisation de l'État et une réduction de la dépense publique. « L'État dépense trop dans son fonctionnement, a-t-il ajouté. Si on ne règle pas cette question, c'est notre influence qui en pâtira, notre croissance, notre emploi, notre pouvoir d'achat. »

(Europe 1, 9 Décembre 2007)



## Rencontres exceptionnelles du G.A.R.A.S. Compte-rendu des points qui ont fait consensus lors des débats

Lors des précédentes Rencontres (Paris, avril 2006) du G.A.R.A.S., nous avons décidé d'organiser des Rencontres exceptionnelles, car nous ressentions le besoin, à travers un débat interne, de faire le point sur notre organisation, notre fonctionnement, et surtout sur notre/nos motivations à militer en général et au sein du G.A.R.A.S en particulier. Ces Rencontres exceptionnelles se sont tenues à Montpellier, les 3 et 4 novembre 2007.

En préparation de ces Rencontres, il a été proposé de rédiger un texte (relu et amendé par les adhérentEs du GARAS) à faire paraître dans la *Lettre de Liaison* et qui synthétise les grandes lignes de nos débats. Cette proposition de texte à faire paraître a été adoptée au début des Rencontres et c'est ce texte qui vous est donné à lire ci-dessous ; il a été rédigé par un mandaté, puis relu et amendé en interne avant d'être publié sous cette version.

Il nous a paru important de faire part aux lecteurs et lectrices de la LDL, à nos sympathisantEs, de nos réflexions, de nos questionnements, de nos ajustements.

1) Tout d'abord, la position qui s'est dégagée lors de nos débats, c'était une motivation réelle des adhérents à poursuivre, et à participer à des actions, à mettre l'accent sur la pratique

2) Ensuite, l'accent a été mis sur notre volonté de rester dans une organisation fédérale. Nous voulons conserver l'idée de fédérer les actions, les luttes, faute de quoi, on verse dans l'activisme, dans un activisme (agir pour agir, lutter pour lutter), qui devient une fin en soi, qui est déconnecté de tout projet politique global. Fédérer veut donc dire, pour nous, créer des liens ; c'est plus qu'un réseau, c'est un réseau organisé, structuré.

3) Il y a eu également accord sur l'importance de partir du quotidien pour élargir à des perspectives plus globales ; accord également pour maintenir la mise en cohérence des moyens et de la fin.

4) La difficulté de la lutte syndicale a été soulignée. Nos débats lors de ces Rencontres ont bien permis de rappeler la centralité du monde du travail. La lutte dans le monde du travail est une nécessité, dans la perspective d'une lutte anti-capitaliste. L'importance et la nécessité de celle-ci a été rappelée pour que nous ne sous-estimions pas cet aspect. Les militants actuels du GARAS (et ce qu'il deviendra) maintiendront une préoccupation centrale sur ce point. L'évolution vers laquelle nous nous engageons ne consiste donc pas du tout en un évitement de cette question. Le problème, c'est que si on se contente de tout centrer sur le monde du travail, l'exploitation, eh bien vu le rapport de forces en notre défaveur, nous sommes conduits à ne faire dans le meilleur des cas, que de la propagande ; et jamais d'action, jamais de pratique. Or nous voulons agir, pratiquer, prouver que nos valeurs peuvent concrètement être mises en pratique.

Mais nous sommes tombés d'accord pour constater que nos luttes, nos préoccupations débordent largement le terrain syndical *stricto-sensu* (c'est de toute façon une conception propre à l'anarcho-syndicalisme européen – et celui, argentin, de la FORA -, d'être globaliste) : le rapport de forces actuellement en notre défaveur dans le monde du travail (au sein des entreprises) fait d'ailleurs que les organisations anarcho-syndicalistes (devenues groupuscules) ne mènent quasiment pas de lutte en entreprise, et qu'elle reportent l'énergie sur d'autres luttes. Cela conduit, pour nous, à assumer le fait que –d'ores et déjà- nous agissons et voulons agir sur d'autres champs (dérives totalitaires liées aux techniques de surveillance, OGM, nucléaire, sans-papiers, lieux autogérés, auto-construction, etc.).

Notre dénomination "AnarchoSyndicaliste" nous semble donc réductrice ; elle conduit à nous fermer de pas mal de gens ; elle nous coupe des préoccupations, inquiétudes et luttes réelles de beaucoup de personnes (qui pour des raisons diverses sont devenues hélas fatalistes sur les luttes au sein du monde du travail) ; elle implique sans cesse des explications longues, historiques, difficiles, réservées en quelque sorte à une élite militante. La plupart des gens, dans leur manière de se représenter l'anarcho-syndicalisme (et il y en a, des fausses représentations !), ne perçoivent justement pas de "cohérence idéologique" à tout cela, alors même qu'il y en a une : c'est celle de la **dépossession généralisée et croissante** (ce constat -ce mot de dépossession- englobe le capitalisme et ses conséquences directes, mais pas seulement, d'où son intérêt).

De plus, nous voulons (d'après ce qu'il ressortait des différents points de vue exprimés), par la pratique, sortir de l'étiquetage théorique "anarchoïde". Cela nous nuit, car ce sont des étiquettes dont seuls des initiés connaissent le plein (et bon) sens. En effet, l'appellation "AnarchoSyndicaliste" nous emmène inévitablement sur la voie des "organisations spécifiques" (cela veut dire des organisations fondées sur un lien identitaire, affinitaire, idéologique exclusif, et sur des intérêts objectifs, ou des pratiques qui nous seraient communs) et des problèmes que cela soulève (exemple de fausse-vraie question, récurrente dans la mouvance anarchiste et anarcho-

Ne doutons pas que les réformes à venir sur les contrats de travail entre autres, auront également pour objectif de nous exploiter plus, de nous « rentabiliser » davantage.

L'année dernière, au prix d'une longue lutte, nous avons mis en échec le gouvernement sur une partie de la loi sur « l'égalité des chances », en faisant obstacle à la mise en place du CPE. Cette victoire est positive. Mais comme nous pouvons le constater, les capitalistes du PS ou de l'UMP reviennent perpétuellement à la charge avec de nouveaux projets.

Il n'y a pas de solution miracle, ou de parti politicien providentiel, qui puisse saboter ce rouleau compresseur. Seule la lutte paie. Si nous ne nous organisons pas contre la source du problème, le capitalisme (l'exploitation) et l'Etat (la dépossession), mais que nous nous contentons de répondre ponctuellement à ses attaques, nous serons appelés à nous mobiliser, et à nous re-mobiliser sans fin.

*Alors cessons de rêver sur les "30 glorieuses" ou d'envier une vie de bourgeois bien illusoire et nourrie de la misère des autres. N'est-il pas plus que temps de lier nos problèmes quotidiens avec une lutte globale contre cette société de la dépossession que l'on nous impose ?*

*Pour que ces luttes aient un sens, pour ne pas s'épuiser dans ces batailles défensives répétées, il faut les conjuguer à un combat plus vaste, révolutionnaire, contre ce système qui voudrait nous faire croire qu'il est le seul légitime. Il nous faut lutter pour une alternative, ici, maintenant, sur nos lieux de travail, dans notre vie quotidienne. L'échec du communisme totalitaire, en URSS ou ailleurs, nous prouve que le communisme étatisé et centralisé est dangereux. **Les anarcho-syndicalistes explorent d'autres voies, par des pratiques de luttes autogérées, démocratiques, fédérales, qui tentent de construire dès aujourd'hui des modes de fonctionnement collectif structurés, cohérents, fédéraux ; cela pour préparer une société libre et égalitaire, demain.***

**Et parce que nous pensons que c'est urgent et nécessaire, nous vous invitons à nous rejoindre.**



■ GARAS [Groupement d'Action et de Réflexion AnarchoSyndicaliste]  
- Nantes - octobre 2007

### [ BREVE ]

**Chine -5/10/2007** - Walt Disney Company, la multinationale américaine clame haut et fort son respect des droits sociaux dans un « Code de conduite » auprès de ses fournisseurs et son attachement au commerce équitable. Depuis le 10 septembre 2007, 300 ouvriers de l'usine Haowei Toys (jouets) protestent nuit et jour devant le Bureau du Travail de Shenzhen (près de Hong Kong) simplement pour le respect de la législation du travail chinoise. Ils doivent travailler jusqu'à 15 heures par jour, 28 jours par mois et sans jours de repos dans les périodes de pointe. L'un d'eux a dû tra-

vailler 360 heures en décembre 2006. Le salaire est de 23 centimes d'euro de l'heure, porté à 28 centimes pour les heures supplémentaires. Les amendes pleuvent par exemple pour plus de 5 minutes aux toilettes ou refus d'heures sup. La démission entraîne la retenue d'un mois de salaire si elle n'est pas « autorisée » par le patron. Peinture, produits chimiques sont manipulés sans aucune protection. Dans les dortoirs, les esclaves sont entassés à 12 dans des pièces humides et sombres de 15 m<sup>2</sup> et il n'y a qu'un seul WC par étage. Les manifestations et la pression de Disney soucieux de

son image commerciale ont fait que les jours de travail ont été ramenés à 26, que les heures sup sont payées de 0,3 à 0,6 euros mais la direction de l'usine a augmenté les frais d'hébergement ont été portés de 9 euros à 20 euros par mois sans aucune amélioration. ; Et la firme parle de délocalisation vers une zone moins revendicative à l'intérieur du Guangdong.

■ « Dans le monde une classe en lutte », décembre 2007.

<http://www.mondialisme.org>

Voici le texte d'un tract  
diffé à Nantes pendant  
les manifestations  
d'octobre et  
novembre.

## Le peu que nous avons arraché aux puissants... ... nous est aujourd'hui progressivement repris...



**N**ous manifestons aujourd'hui contre une réforme des retraites. Mais le gouvernement nous promet des réformes à la pelle ! Et demain, nous devons lutter contre la réduction des effectifs de la fonction publique, après demain contre les privatisations, et encore et toujours contre la destruction programmée et méthodique des acquis sociaux.

Qu'elles soient estampillées droite ou gauche, les majorités politiques qui se succèdent évoluent toutes dans un même cadre : le système capitaliste. Même s'il existe des différences entre les formations politiciennes de droite et de gauche dans la forme, elles ont toutes ce même point commun : elles gèrent, réglementent, modifient en surface, et surtout optimisent un système basé sur la compétition entre les êtres humains : le capitalisme. Qu'il soit ultra-libéral comme dans les pays anglo-saxons, ou un peu plus régulé par l'État, le capitalisme reste basé sur des valeurs d'ultra-individualisme, d'exploitation du travail à des fins de profit. Son socle reste la division de la société en classes sociales, dans une lutte acharnée et perpétuelle de la bourgeoisie - de droite comme de gauche - pour garder le pouvoir économique et politique à son profit... et à nos dépens. Ces élites, économiques et politiques, n'ont jamais cessé, elles, de peser dans le rapport de force qui fait la réalité de la lutte des classes ; et tout cela, bien sûr, en évitant de provoquer des remous trop dangereux et trop risqués pour les intérêts qui sont les siens.

**ET nous là-dedans ?** Où est notre action, notre poids dans cette lutte de classe ? Dans les partis qui nous dépossèdent ? Dans les grandes centrales syndicales, qui ne font finalement qu'écrêter les vagues de protestation en les endiguant, qui ne font que masquer les dysfonctionnements inhérents au système étatique-capitaliste (et ça, ça arrange bien les élites, comme l'actualité le montre !) ?

La réforme des régimes spéciaux de retraite s'inscrit dans cette logique. Nous exploiter plus longtemps. Nous diviser, en avançant des "privilèges", alors que de vraies différences existent entre les salaires d'un patron, d'un ministre, d'un député, et les nôtres. Une autre différence de taille est que leurs salaires proviennent tous du fruit de notre propre travail, de notre exploitation donc.

### Salaires mensuels :

Président de la République	: 6 751.93 € brut (à ajouter +140 %)
Premier ministre	: 20 693.16 € brut
Ministre	: 13 795.41 € brut
Secrétaire d'Etat	: 13 105.5 € brut
Député	: 6 952 € brut (puis 5 178 € pendant 5 ans en cas de non réélection, puis 1 390 € à vie)

10% des ménages les plus riches	: 3 800 € brut par mois (en 2006)
10% des ménages les plus pauvres	: 875 € brut par mois (en 2006)
85% des Français	: moins de 2 000 € par mois
50% des Français	: moins de 1 200 € par mois
90% des fonctionnaires SNCF	: moins de 1000 € [retraite] par mois

syndicaliste : l'organisation doit-elle accepter des membres non anarchistes, non anarchosyndicalistes ?) ; changer de nom permettrait donc d'évacuer ce dilemme.

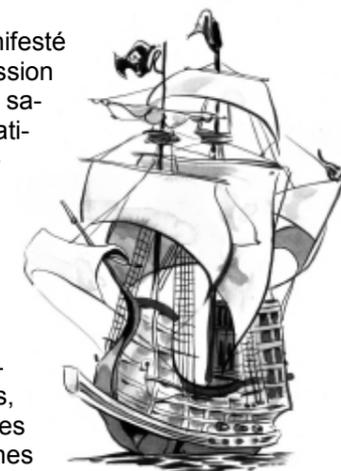
Nous, nous voulons justement déplacer les regards, échapper à ce dilemme, nous ouvrir à d'autres sensibilités que celle des anars "explicites" ; certains ont des pratiques autogestionnaires, et ne se définissent pas anars ; le nom d'AnarchoSyndicaliste peut (à tort sans doute, mais "peut" quand même) éloigner ces personnes de nous, de nos principes, de nos pratiques. Certains partent de leur quotidien (exemple : l'auto-construction) et développent des pratiques collectives de type autogestionnaires et solidaires, en dehors et contre le système marchand ; or leur parcours fait que, peut-être, ils ne se "définiront" pas comme "anars", "libertaires", "Anarchosyndicalistes". Et pourtant, c'est clair, que de similitudes, que de convergences de vues et de pratiques ! Et pourtant, pourtant, que de groupuscules chacun oeuvrant dans son coin, que de pratiques isolées, atomisées, sans lien !!! C'est ça qu'il faut changer, créer des espaces, casser les chapelles identitaires locales, créer des liens, fédérer, oui, fédérer fédéralement !

5) Un consensus s'est donc dégagé pour que nous conduisions un travail afin de décider, aux prochaines rencontres, d'une "appellation" qui corresponde mieux à ce que nous sommes. Il ne s'agit pas, donc, de changer fondamentalement notre orientation, mais de trouver une définition qui corresponde réellement à ce que nous sommes, sans pour autant nous fermer de gens à cause d'un nom chargé historiquement, réservé aujourd'hui à des "initiés". Nous pensons effectivement que les termes d'"anarcho-syndicalisme", de "communiste libertaire" peuvent nous fermer à des gens qui auraient pourtant des pratiques ou des préoccupations semblables aux nôtres. Un consensus s'est dégagé pour assumer la réalité complète de ce qu'est en fait, en pratique, l'anarcho-syndicalisme (dont le nom nous paraît incomplet) ; trouver, donc, une définition qui élargisse à toutes nos préoccupations, sans nier pour autant l'action dans le champ syndical, nécessaire selon nous. Dans le cadre de ce travail de redéfinition, il ne s'agit pas, donc, d'un retranchement, d'un repli de ce qu'est l'anarcho-syndicalisme, mais d'un élargissement, d'un approfondissement des principes et pratiques portés par le courant anarcho-syndicaliste (notamment : démocratie directe, autogestion, rotation des tâches, fédéralisme, lien entre théorie et pratique, lien entre les moyens et la fin visée, luttes actives contre les formes d'exploitation, analyse critique du quotidien, fonctionnement actuel préparant un fonctionnement similaire dans une éventuelle société post et anti-capitaliste).

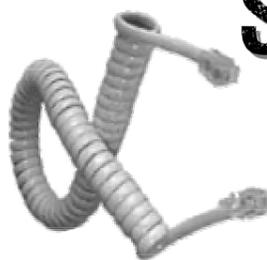
6) Pour ce travail de re-définition, parmi diverses idées, un certain intérêt s'est manifesté pour la notion de "réappropriation". En résumé, face à cette société de la Dépossession (dans l'entreprise, dans la "démocratie parlementaire", dans les choix de vie, dans les savoirs-faire, dans les pratiques agricoles, de construction), nous voulons opposer les pratiques de Réappropriation. Voilà donc le terme qui a plu à pas mal... mais une proposition devra suivre, puis une décision aux prochaines Rencontres. Ce terme permet d'intégrer les points 1,2, 3 et 4 qui précèdent.

7) Nous voulons, disions-nous, prouver des choses par nos pratiques effectives (pratiques de fonctionnement autogéré et fédéral, pratiques de lutte dans des actions ou des collectifs). Un consensus s'est dégagé pour nous recentrer sur la pratique. Nous ne voulons donc pas d'abord nous consacrer à ce travail de redéfinition ; la priorité pour nous, actuellement, c'est de mettre des choses en pratique là où nous sommes, malgré l'éparpillement géographique actuel des militants du G.A.R.A.S. Un bilan de ces pratiques, dans des luttes, dans des collectifs existants, etc., sera fait lors de prochaines Rencontres.

Ce recentrage sur la pratique, inclut les luttes dans le monde du travail, mais aussi (comme c'est le cas déjà quand la motivation et l'envie sont là, ou quand les possibilités sont là) dans des collectifs divers par exemple. Mais si on se contente des luttes dans le monde du travail, on n'aura, (on le voit déjà!) aucune pratique ; veut-on essayer d'attirer des gens par encore plus de propagande (même si celle-ci reste importante et nécessaire !) ? Ou veut-on essayer d'attirer (de fédérer) des gens sur la base de pratiques qui partent de leur/notre quotidien (même si c'est un quotidien hors-travail), quitte dans un second temps faire évoluer les choses pour que la conscience se porte aussi sur l'exploitation dans le monde du travail. Une approche globaliste ne signifie donc pas "dispersion complète" ; elle reflète simplement ce qu'est (et a toujours été), dans les faits, l'anarcho-syndicalisme européen (et argentin). Nous croyons à la mise en cohérence, à la "convergence des luttes", c'est-à-dire à une analyse de la causalité, qui relie les différentes formes d'aliénation et d'exploitation à une ou deux causes précises ; nous croyons donc que nous devons construire une organisation qui intègre ces diverses dimensions, et ce quel que soit notre nombre (après, c'est l'activité qui diminue, le recentrage sur les principales luttes, mais le principe doit - à notre sens - demeurer et inscrit dans les objectifs de l'organisation).



# SUR PORTABLE D'ECOUTES



Nous sommes 49 millions en France à avoir cédé aux joies du téléphone portable. Une aubaine pour Orange, Bouygues, SFR et consorts. Mais aussi pour la police.

Avant, poser une écoute était compliqué. Avec le portable, plus besoin d'aller mettre une bretelle dans un hall d'immeuble. Grâce au tout-numérique, « brancher » un téléphone se fait en deux temps trois mouvements. D'abord, le policier doit convaincre le juge, qui, débordé par une bonne centaine de dossiers en cours, ne se fait généralement pas trop prier pour donner son feu vert. Une fois la commission rogatoire en poche, valable quatre mois, reste à la faxer à l'opérateur de téléphonie chez qui la « cible » est abonnée.

Dès lors, la manip' est simplissime : le portable voit sa ligne automatiquement dérivée vers le central d'écoutes. Tous les services de PJ en ont un, qui fonctionne avec du matériel loué à l'année à des sociétés privées. En pianotant son code personnel sur son propre mobile, le policier va pouvoir écouter en « live » le portable branché. Et, comme sur son iPod, il peut faire des retours en arrière pour se repasser les meilleurs morceaux de l'enregistrement.

Coût d'une écoute sur un téléphone mobile : 700 euros par mois dans la poche de l'opérateur, réglés par le ministère de la Justice.

## Finies les planques

« Grâce au portable, on a moins besoin de se lever à l'aube et de se coucher à pas d'heure pour faire des planques », se réjouit un officier de police judiciaire.

Sans avoir besoin de mettre le juge au parfum, avec une simple réquisition téléphonique

Tiré du « Canard enchaîné »  
mercredi 5 décembre  
2007

faxée à l'opérateur le policier reçoit sur son ordinateur, la « fadet », autrement dit la liste sur un an de tous ceux qui ont appelé ou été appelés par ledit portable.

Un clic de souris, et s'affichent sur l'écran toutes les relations de boulot, les amis, la famille, mais aussi le coiffeur, le médecin ou le banquier de l'heureux branché.

En faisant tourner un petit logiciel, l'OPJ peut même s'amuser à faire des statistiques sur la fréquence des appels, et découvrir ainsi qui sont les meilleurs copains ou copines.

## Grandes oreilles

Il y a des écoutes que les juges ne voient jamais passer. Les « administratives », comme on les appelle. Cinq mille par an (très exactement : 5 985 l'an dernier), autorisées par Matignon pour le compte des ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Finances. Les grandes oreilles de l'État sont planquées dans les sous-sols de l'hôtel des Invalides à Paris. D'après les policiers eux-même, le nombre d'écoutes administratives exploserait depuis que Sarko est à l'Élysée. Mais, bien sûr, c'est uniquement pour lutter contre le terrorisme. D'ailleurs, sur le papier, depuis le scandale des écoutes de l'Élysée sous Mitterrand, tout est sous contrôle. Une commission indépendante, composée d'élus de tous bords, vérifie les demandes. Évidemment toutes classées « secret-défense ». L'an dernier, par exemple, elle a retoqué 38 demandes d'interceptions.

Mais le fin du fin en matière d'écoutes, ce que ni les juges ni la commission ne voient jamais passer, ce sont les interceptions hertziennes. Encadrées par aucune loi. Une valise d'interception glissée dans le coffre d'une voiture permet de récupérer toutes les conversations téléphoniques des portables alentours. Un matériel dont se sont discrètement dotés la DGSE, la DST mais aussi les RG, toujours à l'écoute du progrès.

## Plus besoin de « filoches »

Sans sortir de son bureau, un policier peut suivre les déplacements du portable qui sert de mouchard. Quelle rue – à quelques mètres près – son « client » a empruntée et à quelle heure, dans quel café il est allé prendre son petit noir, ou encore qui il a croisé et à quel moment, etc.

Une mine d'infos que l'opérateur garde au chaud pendant un an (tout comme la

fadet), au cas où la police en aurait besoin.

Le tout mis sur DVD et mouliné avec un petit logiciel maison. « Si je veux savoir si untel ou untel a croisé mon client, pas de problème : j'entre les noms, et l'ordinateur me donne la réponse, en précisant quand, où, combien de fois et combien de temps », détaille le même poulet.

## En plus, ça fait micro

La loi dite « Perben II » (qui modifie la loi sur les

écoutes téléphoniques de 1991) a autorisé la sonorisation.

En clair, la pose de micros, que les services de PJ pratiquaient jusqu'alors en catimini et à la barbe des juges. Ça tombe drôlement bien puisque tous les portables sortis récemment peuvent être transformés en micro. Il suffit que l'opérateur envoie un code informatique pour déclencher à distance le mode « écoute discrète » (à condition que le portable reste en veille). Le policier peut alors entendre tout ce qui se dit dans la salle à manger, le bureau... Magique, non ?

## On n'en saura rien

Sur les 27 000 écoutes autorisées chaque année par les juges et les 4 millions de réquisitions téléphoniques, un grand nombre d'écoutes n'en sauront jamais rien. Le policier dira au juge que la ligne « n'a rien donné ». Pour la plupart citoyens lambdas, le seul fait de posséder un mobile les aura rendus facilement « espionnables ». Car un juge peut signer une commission rogatoire autorisant une écoute sur n'importe quel quidam s'il pense qu'elle peut concourir à la manifestation de la vérité. Autant dire que ça fait potentiellement du monde. Quant aux voyous, même s'ils en connaissent les risques sur le bout des doigts, il leur arrive encore de se faire pincer à cause d'un portable. Encore heureux...

■ Jérôme Canard

